



NON à l'initiative du chaos

Le plafonnement de la population proposé par l'UDC aurait des conséquences très concrètes sur notre vie quotidienne, notre pouvoir d'achat, notre sécurité et nos relations avec nos voisins européens. Et cela très rapidement. Dès 2031 déjà, le chaos menace.

L'initiative veut plafonner le nombre d'habitants de manière rigide en fermant arbitrairement la porte aux travailleurs européens à partir d'un certain seuil, sans tenir compte de la situation ou des besoins sur le terrain.

L'initiative ne tient pas compte du vieillissement de la population. Si nous ne pouvons plus recruter de personnel soignant étranger, ni d'ouvriers agricoles, maçons, personnel de service, logisticiens, éboueurs et autres ingénieurs, c'est le fonctionnement même de notre pays qui sera affecté, avec des services qui se dégradent ou disparaissent, des temps d'attente qui s'allongent et les prix de certaines prestations qui s'envolent. Chacun en ressentira les conséquences dans sa vie quotidienne et dans son porte-monnaie : voulons-nous vraiment limiter notre qualité de vie et notre prospérité ?

Et ce n'est pas tout ! L'initiative marginalise la Suisse au niveau mondial. Elle met – expressément et de manière irresponsable – en péril les accords bilatéraux existants avec l'Union européenne (UE). Une crise avec nos voisins est la dernière chose dont nous avons besoin ! L'Europe est et reste de loin notre plus important partenaire commercial, et aussi sécuritaire, grâce aux accords de Schengen/Dublin.

L'initiative ne résout aucun des défis actuels, mais crée au contraire toute une série de nouveaux problèmes et incertitudes. Dans le contexte géopolitique actuel, la Suisse a plus que jamais besoin de conserver ses atouts : la stabilité, les partenariats, des règles fiables et le pragmatisme. Ce n'est pas le moment de tout jeter par-dessus bord en créant nous-mêmes de nouveaux problèmes !

Une bombe à retardement qui fait tic-tac

Contrairement à ce que laissent entendre les initiants, les conséquences de l'initiative se feraient sentir bien avant 2050. L'initiative exige en effet de prendre des mesures drastiques contraires au principe de la libre circulation des personnes avec l'UE déjà à partir de 9,5 millions d'habitants – un seuil que nous atteindrons probablement en 2031. À partir de 10 millions, soit vers 2041, le Conseil fédéral sera contraint de prendre toutes les mesures disponibles pour faire respecter le plafond fixé. Ces exigences, inscrites noir sur blanc dans le texte de l'initiative, placeront la Suisse dans un dilemme déjà dans moins de cinq ans.



Des branches et des régions qui se retrouvent en concurrence

Dès 2031, le chaos menace de s'installer progressivement dans tous les domaines de la vie. Une économie planifiée par l'État deviendra inévitable. Bientôt, ce seront les procédures bureaucratiques qui décideront quelles entreprises peuvent embaucher quelles personnes et dans quelles régions. Ce ne sont plus les besoins qui primeront, mais l'administration avec ses contingents – année après année, secteur après secteur, canton après canton. Cela déclenchera inévitablement des tensions entre les secteurs d'activités et les régions, qui se retrouveront bien malgré eux en concurrence. On peut supposer qu'à ce jeu-là, les PME et les branches générant des marges faibles, comme la restauration, la viticulture ou la construction, seront les premières perdantes. Sans compter toute la paperasse, les délais d'attente, les recours et les coûts.

Avec ce texte, l'UDC détruit le marché du travail libéral, fait encore plus grossir l'État et crée une nouvelle usine à gaz bureaucratique, dont les premières victimes sont les PME.

Des choix arbitraires qui feront forcément des perdants

L'initiative ne dit pas comment l'immigration devrait être gérée si elle est acceptée. Avec des contingents rigides, qui sera prioritaire ? D'une manière ou d'une autre, les choix qui devront être faits auront des répercussions dans tous les domaines de la vie, du prix des logements à la qualité des soins, en passant par les services à la population.

Qui est prioritaire pour obtenir les contingents ?

- Les grandes villes ou les régions périphériques ?
- Quel hôpital obtiendra les collaborateurs dont il a besoin, et où devra-t-on supprimer des lits ?
- L'agriculture ou les universités ?
- Les aides à domicile ou les spécialistes de la cybersécurité ?
- Les transports publics ou les chercheurs qui permettent à la Suisse de rester innovante ?
- L'installateur de panneaux solaires ou l'employé de l'hôtellerie-restauration ?



L'initiative ignore la réalité démographique

L'initiative ne tient pas compte du vieillissement de la population. Ces 20 dernières années, le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus a augmenté de 50% en Suisse, contre seulement 17% pour les 15-64 ans. Et le phénomène va encore s'accroître. Ces 10 prochaines années, le nombre de retraités en Suisse augmentera de 26%, contre seulement 2% pour les actifs. À l'heure actuelle, on compte chaque année 20'000 personnes qui quittent le marché du travail sans être remplacées, faute de jeunes pour prendre la relève. Ce déséquilibre va encore s'accroître car les baby-boomers commencent seulement à partir à la retraite. Pour la seule année 2029, ce seront 30'000 départs à la retraite qui ne pourront pas être compensés.

Plafonner la population ne va pas faire disparaître le vieillissement démographique de la Suisse, ni les besoins en main d'œuvre. La Suisse aura toujours besoin de l'immigration pour compléter la main-d'œuvre locale.

Chaos dans les hôpitaux, les soins, les chantiers et la vie quotidienne

À l'heure actuelle, tout un pan de notre économie et de nos services publics aurait déjà du mal à fonctionner sans main d'œuvre étrangère. Environ un tiers du personnel dans nos hôpitaux est par exemple d'origine étrangère. Au CHUV, cette part s'élève même à 43%, tandis que du côté de Genève, les HUG font état de 51% d'étrangers parmi leur personnel. Les EMS, crèches, services d'aide et autres soins à domicile peinent aussi à recruter de la main d'œuvre locale. S'ils manquent de personnel, cela signifie une moins bonne prise en charge pour les patients, des délais d'attente qui s'allongent et des opérations reportées.

La santé n'est pas le seul secteur concerné. La restauration, la construction et l'agriculture ont aussi du mal à trouver du personnel. Si toutes les branches ne sont pas affectées de la même manière, le problème structurel du manque de relève va toucher toujours plus de secteurs et se généraliser si nous ne pouvons plus compenser les départs à la retraite de ces prochaines années avec du personnel étranger.

Étouffer les entreprises et les services publics, c'est mettre en péril toute l'organisation de notre société, car les chaînes d'approvisionnement, la production et les services ne peuvent fonctionner correctement qu'avec suffisamment de main-d'œuvre.



Autogol complet en matière de sécurité

La coopération avec l'UE est fondamentale pour notre sécurité. Si, comme le demande l'initiative, la libre circulation des personnes était résiliée, les accords de Schengen-Dublin, qui y sont liés, tomberont également. La Suisse se retrouvera alors privée de coopération policière avec l'Europe, pourtant essentielle pour lutter contre la criminalité transfrontalière, l'immigration illégale, le crime organisé et le terrorisme. Les polices suisses perdront leur accès au système d'information Schengen (SIS), qui permet d'obtenir chaque jour plus de 130 résultats¹ positifs dans le cadre de recherches de personnes et d'objets (armes, voitures etc.). Sans cette base de données, nos polices seront aveugles. La Suisse deviendra un angle mort en matière de sécurité, qui agira comme un aimant et servira de base arrière pour les criminels recherchés dans toute l'Europe.

Explosion du nombre de demandes d'asile

Les accords de Schengen-Dublin empêchent les plus de 300'000² migrants économiques déboutés chaque année dans l'UE de déposer une nouvelle demande d'asile en Suisse. Y renoncer, c'est provoquer le chaos : entre le Cap Nord et Malte, le Portugal et la Grèce, la Suisse deviendrait le seul point de chute en Europe pour les passeurs sans scrupules et les requérants déboutés, qui pourraient dorénavant venir déposer une nouvelle demande dans notre pays. Et les renvois deviendraient impossibles, sachant qu'en 2024, la Suisse a renvoyé environ trois fois plus de requérants vers les États Dublin qu'elle n'a dû en accepter. Notre système d'asile se retrouverait totalement submergé, de même que les communes et les cantons qui devraient gérer cet afflux incontrôlé. Un comble pour une initiative qui prétend « reprendre le contrôle de l'immigration » !

La liberté de voyager appartiendrait au passé

Renoncer à la libre circulation des personnes avec l'Europe aurait des conséquences directes à la frontière : la multiplication des contrôles provoquerait des temps d'attente et des embouteillages encore plus massifs. Les régions frontalières seraient les premières victimes.

Voyager deviendrait plus compliqué pour les Suisses comme pour les visiteurs étrangers, y compris pour les non-Européens. Le tourisme en souffrirait. Entrer sur le territoire deviendrait plus difficile, et notre pays perdrait de son attrait. Dans le domaine aérien, il y aurait certainement des restrictions des droits de trafic, une diminution des liaisons directes et une

¹ Département fédéral de justice et police (DFJP) : [ber-ejpd-gpk-16-f.pdf](#) (page 41)

² Office européen de la statistique (eurostat) : [\[migr_asydcfst\] First instance decisions on applications by type of decision, citizenship, age and sex - annual aggregated data](#)



augmentation des prix des billets, en raison d'une baisse de la concurrence et de la coopération.

Des frontières ouvertes et fonctionnelles ne sont pas un simple « plus », mais un avantage concurrentiel pour les entreprises, l'emploi et les loisirs.

Menace pour l'AVS et les retraites

L'AVS ne fonctionne que si un nombre suffisant de personnes actives cotisent. Avec le vieillissement de la population, la pression financière ne cesse d'augmenter. Un plafond démographique rigide freinerait non seulement le développement économique et l'emploi, mais aggraverait également le rapport entre les cotisants et les retraités.

La situation est déjà suffisamment tendue aujourd'hui et les mesures qui en découlent sont tout sauf populaires : hausse des prélèvements sur les salaires, utilisation de toujours plus de recettes fiscales pour financer l'AVS et pression supplémentaire pour augmenter l'âge de la retraite ou baisser les rentes. Sommes-nous vraiment prêts à travailler beaucoup plus longtemps et à toucher moins ? Ce serait pourtant inévitable si l'initiative était acceptée, car elle ne ferait que creuser encore plus les problèmes existants.

Voie bilatérale : prospérité, emploi et recherche mis en péril

La voie bilatérale a fait ses preuves ces 25 dernières années : elle a boosté les entreprises, l'emploi et le financement des prestations publiques dans notre pays. Ce n'est pas un hasard : cette voie *sur mesure* dont seule la Suisse bénéficie nous donne un accès facilité au très grand marché européen, de loin notre client le plus important. Nous y exportons pratiquement trois fois plus de marchandises que vers les États-Unis, qui est notre deuxième débouché commercial.

En provoquant la résiliation de la libre circulation des personnes, l'initiative met en péril tous les accords des Bilatérales I, qui tomberaient automatiquement dans les six mois en raison de la clause guillotine. Saborder nos relations avec l'UE est irresponsable, surtout dans le contexte géopolitique actuel. La Suisse a plus que jamais besoin de partenaires fiables et de relations stables avec ses voisins, alors que la Russie mène la guerre aux portes de l'Europe, que les États-Unis sabordent le commerce mondial et que la plus grande incertitude demeure au Moyen-Orient.

Les entreprises, en particulier nos PME, ont déjà assez de problèmes. Ce n'est pas le moment de créer encore plus d'incertitude et de bureaucratie. Nos entreprises ont besoin de sécurité juridique et de relations stables avec l'UE pour investir et maintenir les emplois en Suisse. Nos hautes écoles et la recherche ont, elles aussi, besoin de pouvoir collaborer au niveau européen, sans risquer d'être à nouveau isolées.



Ce n'est pas le moment de rajouter du chaos au chaos du monde ! Or il n'y a rien d'autre à attendre de l'initiative UDC. Et nous en subirons tous les conséquences.

La Suisse n'a pas besoin de plafonnements arbitraires, mais de relations stables, de règles fiables et d'une gestion pragmatique de l'immigration. C'est pourquoi :

NON à l'initiative du chaos !

Mentions légales :

Alliance interpartis « NON à l'initiative du chaos »

c/o PLR.Les Libéraux-Radicaux Suisse,

Neuengasse 20

3011 Berne

www.non-chaos.ch

info@non-chaos.ch

14 JUIN

INITIATIVE CHAOS NON